



PRÉFET DES PYRÉNÉES-ORIENTALES

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Recueil du 13 juin 2025

SOMMAIRE

PREFECTURE DES PYRENEES-ORIENTALES

- ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n° PREF/SIDPC/2025156-001 du 05 juin 2025 portant agrément technique d'un dépôt permanent de produits explosifs pour la société la SPL TRIO PYRENEES sur le territoire de la commune de Porté-Puymorens.
- Arrêté préfectoral n° PREF/SIDPC/2025164-001 du 13 juin 2025 restreignant à titre exceptionnel, à compter de ce jour et jusqu'au 30 septembre 2025, l'organisation des feux artifice et la réalisation de feux à l'air libre.

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES ET DE LA MER

- Arrêté préfectoral DDTM/SNAF/2025164-0002 portant modification de l'arrêté préfectoral n°DDTM/SNAF/2023327-0001 du 23 novembre 2023 portant composition de la Commission Départementale d'Orientation de l'Agriculture (CDOA).
- Arrêté préfectoral n°DDTM/SER/2025164-0001 abrogeant l'arrêté préfectoral n°2482/06 du 22 juin 2006 portant prescription de la modification partielle du plan de prévention des risques naturels prévisibles de la commune de Prades.



**PRÉFET
DES PYRÉNÉES-
ORIENTALES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction des sécurités
Service Interministériel de défense et de protection civiles

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n° PREF/SIDPC/2025164-001 du 13 juin 2025
restreignant à titre exceptionnel, à compter de ce jour et jusqu'au 30 septembre 2025,
l'organisation de feux d'artifice et la réalisation de feux à l'air libre

Le Préfet des Pyrénées-Orientales
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite

VU le code de l'environnement ;

VU le code forestier modifié par ordonnance du 26 janvier 2012 et notamment l'article L. 111-2 ainsi que tous les titres III du livre Ier (L. 131-1 à L. 136-1) ;

VU le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L. 2212-1 ;

VU le code rural et de la pêche maritime ;

VU le code de l'urbanisme ;

VU le code pénal ;

VU le code de la santé publique et notamment le titre 1^{er} du livre III relatif aux dispositions générales liées à la protection de la santé et de l'environnement ;

VU la loi n° 2023-580 du 10 juillet 2023 visant à renforcer la prévention et la lutte contre l'intensification et l'extension du risque incendie ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU le décret du 13 juillet 2023 portant nomination de M. Thierry BONNIER, préfet des Pyrénées-Orientales ;

VU l'arrêté du ministre de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire du 6 février 2024 classant les bois et forêts exposés au risque d'incendie au titre des articles L.132-1 et L. 133-1 du code forestier ;

VU l'arrêté préfectoral n° DDTM/SNAF/2024152-0002 du 31 mai 2024 relatif à l'emploi du feu à l'air libre sur le territoire du département des Pyrénées-Orientales ;

VU l'arrêté préfectoral n° DDTM/SEFSR/2024165-0005 du 13 juin 2024 réglementant, dans le département des Pyrénées-Orientales, la pénétration et la circulation dans les massifs forestiers ainsi que l'usage de certains appareils pendant la période estivale, au titre du risque incendie ;

VU l'arrêté préfectoral n° DDTM/SNAF/2024199-006 du 17 juillet 2024 portant autorisation des places à feux situées sur le territoire des communes du département des Pyrénées-Orientales relevant du code forestier ;

VU le règlement sanitaire départemental en application dans le département des Pyrénées-Orientales ;

Considérant le niveau élevé de la sécheresse profonde des sols dans le département, phénomène qui entraîne une aggravation du risque feux de forêt ;

SUR proposition du sous-préfet, directeur de cabinet du préfet des Pyrénées-Orientales ;

ARRÊTE :

Les dispositions suivantes sont applicables à compter de ce jour et jusqu'au 30 septembre 2025.

Article 1er : restrictions concernant l'organisation de feux d'artifice

Le premier alinéa de l'article 7 de l'arrêté préfectoral n° DDTM/SNAF/2024152-0002 du 31 mai 2024 relatif à l'emploi du feu à l'air libre sur le territoire du département des Pyrénées-Orientales est modifié ainsi :

« À compter de ce jour et jusqu'au 30 septembre 2025, l'utilisation d'artifices de divertissement (feux d'artifice, feux de Bengale, pétards, lanternes célestes...) est interdite dans tout le département.

Les communes qui souhaitent organiser, sous leur responsabilité, des feux d'artifice à l'occasion de la fête nationale ou de fêtes traditionnelles doivent déposer en préfecture, un mois avant la date du tir, le formulaire CERFA de déclaration de spectacle pyrotechnique. Le formulaire CERFA devra être accompagné de la description des dispositions prises par l'organisateur afin de prévenir tout risque d'incendie de végétation et de la matérialisation de la zone correspondant au rayon de sécurité annoncé par le fabricant des artifices et de la zone correspondant au double de ce rayon.

L'instruction du dossier par la préfecture conduira à trois types de décisions :

- une décision favorable permettant la réalisation du feu d'artifices jusqu'au niveau de risque modéré (jaune) sur la carte du risque incendie* du jour du feu d'artifice ;

- une décision favorable permettant la réalisation du feu d'artifices jusqu'au niveau de risque élevé (orange) sur la carte du risque incendie* du jour du feu d'artifice ;

- une décision de refus.

En cas de risque exceptionnel (rouge) sur la carte de risque incendie* du jour du feu d'artifice, aucun feu d'artifice n'est autorisé dans les communes concernées.

De la même façon, aucun feu d'artifice n'est autorisé en cas de vent supérieur ou égal à 40 km/h, valeur de vent soutenu annoncée sur le site www.meteofrance.fr pour la commune concernée, le jour du feu d'artifice en soirée.

* La carte du risque incendie est consultable la veille pour le lendemain sur le site www.prevention-incendie66.com

Des prescriptions particulières supplémentaires sont susceptibles de préciser les modalités et conditions de réalisation des feux d'artifices ». [*Le reste inchangé*].

Article 2 : restrictions concernant les feux à l'air libre

L'article 12 de l'arrêté préfectoral n° DDTM/SNAF/2024152-0002 relatif à l'emploi du feu à l'air libre sur le territoire du département des Pyrénées-Orientales est modifié ainsi :

« À compter de ce jour et jusqu'au 30 septembre 2025, les communes peuvent réaliser des feux à l'air libre, sur leur territoire et sous leur responsabilité, à la condition que le foyer soit situé dans une zone urbanisée exempte de végétation sensible à un départ de feu dans un rayon de 20 mètres.

À titre exceptionnel, pour les communes situées en zone DFCI, une autorisation dérogatoire pourra être accordée pour une manifestation qui ne s'inscrirait pas dans ces dispositions.

La commune présentera la demande d'autorisation dérogatoire d'installation ou de transport de points de feux conformément à l'annexe 4 de l'arrêté n° DDTM/SNAF/2024152-0002 du 31 mai 2024. Pour permettre son instruction, en particulier l'analyse spécifique du risque, la demande de dérogation devra être envoyée au moins 15 jours avant la réalisation de l'opération. À défaut de respect de ce délai, la demande ne pourra être examinée.

En cas de risque exceptionnel (rouge) sur la carte de risque incendie* du jour du feu à l'air libre, aucun feu à l'air libre n'est autorisé dans les communes concernées.

De la même façon, aucun feu à l'air libre n'est autorisé en cas de vent supérieur ou égal à 40 km/h, valeur de vent soutenu annoncée sur le site <http://www.meteofrance.fr/> pour la commune concernée, le jour du feu à l'air libre.

Ces deux dernières dispositions concernent tout le territoire des Pyrénées-Orientales. »

Article 3 : sanctions

Les contrevenants aux dispositions du présent arrêté sont passibles des sanctions prévues aux articles R131-2 et R163-2 du code forestier.

Article 4 : recours

Conformément à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application « télérecours citoyens » accessible par le site internet <https://www.telerecours.fr/>

Un recours gracieux auprès du préfet des Pyrénées-Orientales peut être exercé pendant le même délai.

Article 5 : Exécution

Le sous-préfet, directeur de Cabinet du préfet des Pyrénées-Orientales, la directrice départementale des territoires et de la mer, le colonel commandant le groupement de gendarmerie, le directeur inter-départemental de la police nationale, le chef de l'agence interdépartementale Aude-Pyrénées-Orientales de l'Office National des Forêts et les maires du département des Pyrénées-Orientales, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Pyrénées-Orientales.

Fait à Perpignan, le 13 juin 2025



Thierry BONNIER



**PRÉFET
DES PYRÉNÉES-
ORIENTALES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction des sécurités
Service Interministériel de défense et de protection civiles

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n° PREF/SIDPC/2025164-001 du 13 juin 2025
restreignant à titre exceptionnel, à compter de ce jour et jusqu'au 30 septembre 2025,
l'organisation de feux d'artifice et la réalisation de feux à l'air libre

Le Préfet des Pyrénées-Orientales
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite

VU le code de l'environnement ;

VU le code forestier modifié par ordonnance du 26 janvier 2012 et notamment l'article L. 111-2 ainsi que tous les titres III du livre Ier (L. 131-1 à L. 136-1) ;

VU le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L. 2212-1 ;

VU le code rural et de la pêche maritime ;

VU le code de l'urbanisme ;

VU le code pénal ;

VU le code de la santé publique et notamment le titre 1^{er} du livre III relatif aux dispositions générales liées à la protection de la santé et de l'environnement ;

VU la loi n° 2023-580 du 10 juillet 2023 visant à renforcer la prévention et la lutte contre l'intensification et l'extension du risque incendie ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU le décret du 13 juillet 2023 portant nomination de M. Thierry BONNIER, préfet des Pyrénées-Orientales ;

VU l'arrêté du ministre de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire du 6 février 2024 classant les bois et forêts exposés au risque d'incendie au titre des articles L.132-1 et L. 133-1 du code forestier ;

VU l'arrêté préfectoral n° DDTM/SNAF/2024152-0002 du 31 mai 2024 relatif à l'emploi du feu à l'air libre sur le territoire du département des Pyrénées-Orientales ;

VU l'arrêté préfectoral n° DDTM/SEFSR/2024165-0005 du 13 juin 2024 réglementant, dans le département des Pyrénées-Orientales, la pénétration et la circulation dans les massifs forestiers ainsi que l'usage de certains appareils pendant la période estivale, au titre du risque incendie ;

VU l'arrêté préfectoral n° DDTM/SNAF/2024199-006 du 17 juillet 2024 portant autorisation des places à feux situées sur le territoire des communes du département des Pyrénées-Orientales relevant du code forestier ;

VU le règlement sanitaire départemental en application dans le département des Pyrénées-Orientales ;

Considérant le niveau élevé de la sécheresse profonde des sols dans le département, phénomène qui entraîne une aggravation du risque feux de forêt ;

SUR proposition du sous-préfet, directeur de cabinet du préfet des Pyrénées-Orientales ;

ARRÊTE :

Les dispositions suivantes sont applicables à compter de ce jour et jusqu'au 30 septembre 2025.

Article 1er : restrictions concernant l'organisation de feux d'artifice

Le premier alinéa de l'article 7 de l'arrêté préfectoral n° DDTM/SNAF/2024152-0002 du 31 mai 2024 relatif à l'emploi du feu à l'air libre sur le territoire du département des Pyrénées-Orientales est modifié ainsi :

« À compter de ce jour et jusqu'au 30 septembre 2025, l'utilisation d'artifices de divertissement (feux d'artifice, feux de Bengale, pétards, lanternes célestes...) est interdite dans tout le département.

Les communes qui souhaitent organiser, sous leur responsabilité, des feux d'artifice à l'occasion de la fête nationale ou de fêtes traditionnelles doivent déposer en préfecture, un mois avant la date du tir, le formulaire CERFA de déclaration de spectacle pyrotechnique. Le formulaire CERFA devra être accompagné de la description des dispositions prises par l'organisateur afin de prévenir tout risque d'incendie de végétation et de la matérialisation de la zone correspondant au rayon de sécurité annoncé par le fabricant des artifices et de la zone correspondant au double de ce rayon.

L'instruction du dossier par la préfecture conduira à trois types de décisions :

- une décision favorable permettant la réalisation du feu d'artifices jusqu'au niveau de risque modéré (jaune) sur la carte du risque incendie* du jour du feu d'artifice ;

- une décision favorable permettant la réalisation du feu d'artifices jusqu'au niveau de risque élevé (orange) sur la carte du risque incendie* du jour du feu d'artifice ;

- une décision de refus.

En cas de risque exceptionnel (rouge) sur la carte de risque incendie* du jour du feu d'artifice, aucun feu d'artifice n'est autorisé dans les communes concernées.

De la même façon, aucun feu d'artifice n'est autorisé en cas de vent supérieur ou égal à 40 km/h, valeur de vent soutenu annoncée sur le site www.meteofrance.fr pour la commune concernée, le jour du feu d'artifice en soirée.

* La carte du risque incendie est consultable la veille pour le lendemain sur le site www.prevention-incendie66.com

Des prescriptions particulières supplémentaires sont susceptibles de préciser les modalités et conditions de réalisation des feux d'artifices ». [Le reste inchangé].

Article 2 : restrictions concernant les feux à l'air libre

L'article 12 de l'arrêté préfectoral n° DDTM/SNAF/2024152-0002 relatif à l'emploi du feu à l'air libre sur le territoire du département des Pyrénées-Orientales est modifié ainsi :

« À compter de ce jour et jusqu'au 30 septembre 2025, les communes peuvent réaliser des feux à l'air libre, sur leur territoire et sous leur responsabilité, à la condition que le foyer soit situé dans une zone urbanisée exempte de végétation sensible à un départ de feu dans un rayon de 20 mètres.

À titre exceptionnel, pour les communes situées en zone DFCI, une autorisation dérogatoire pourra être accordée pour une manifestation qui ne s'inscrirait pas dans ces dispositions.

La commune présentera la demande d'autorisation dérogatoire d'installation ou de transport de points de feux conformément à l'annexe 4 de l'arrêté n° DDTM/SNAF/2024152-0002 du 31 mai 2024. Pour permettre son instruction, en particulier l'analyse spécifique du risque, la demande de dérogation devra être envoyée au moins 15 jours avant la réalisation de l'opération. À défaut de respect de ce délai, la demande ne pourra être examinée.

En cas de risque exceptionnel (rouge) sur la carte de risque incendie* du jour du feu à l'air libre, aucun feu à l'air libre n'est autorisé dans les communes concernées.

De la même façon, aucun feu à l'air libre n'est autorisé en cas de vent supérieur ou égal à 40 km/h, valeur de vent soutenu annoncée sur le site <http://www.meteofrance.fr/> pour la commune concernée, le jour du feu à l'air libre.

Ces deux dernières dispositions concernent tout le territoire des Pyrénées-Orientales. »

Article 3 : sanctions

Les contrevenants aux dispositions du présent arrêté sont passibles des sanctions prévues aux articles R131-2 et R163-2 du code forestier.

Article 4 : recours

Conformément à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application « télérecours citoyens » accessible par le site internet <https://www.telerecours.fr/>

Un recours gracieux auprès du préfet des Pyrénées-Orientales peut être exercé pendant le même délai.

Article 5 : Exécution

Le sous-préfet, directeur de Cabinet du préfet des Pyrénées-Orientales, la directrice départementale des territoires et de la mer, le colonel commandant le groupement de gendarmerie, le directeur inter-départemental de la police nationale, le chef de l'agence interdépartementale Aude-Pyrénées-Orientales de l'Office National des Forêts et les maires du département des Pyrénées-Orientales, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Pyrénées-Orientales.

Fait à Perpignan, le 13 juin 2025



Thierry BONNIER



PRÉFET DES PYRÉNÉES- ORIENTALES

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction Départementale des Territoires et de la Mer
Service Nature Agriculture Forêt
Unité Foncier – Filières – Crises Agricoles

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n° DDTM/SNAF/~~2023~~164-0002 du 13 JUIN 2025

portant modification de l'arrêté préfectoral n°DDTM/SNAF/2023327-0001 du 23 novembre 2023 portant composition de la Commission Départementale d'Orientation de l'Agriculture (CDOA)

Le Préfet des Pyrénées-Orientales,
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite

VU la loi n° 2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt ;

VU le code rural et de la pêche maritime, notamment les articles R313-1 et suivants et les articles R514-37 et suivants ;

VU le code des relations entre le public et l'administration, notamment les articles R133-1 et suivants ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU le décret n° 2006-665 du 7 juin 2006 relatif à la réduction du nombre et à la simplification de la composition de diverses commissions administratives ;

VU le décret n° 2014-1627 du 26 décembre 2014 relatif aux modalités d'organisation des délibérations à distance des instances administratives à caractère collégial ;

VU le décret n° 2015-1342 du 23 octobre 2015 relatif aux dispositions réglementaires du code des relations entre le public et l'administration (Décrets en Conseil d'État et en conseil des ministres, décrets en Conseil d'État et décrets) ;

VU le décret du 13 juillet 2023 nommant Monsieur Thierry BONNIER, préfet des Pyrénées-Orientales ;

VU l'arrêté préfectoral n°DDTM/SNAF/2023327-0001 du 23 novembre 2023 portant composition de la Commission départementale d'orientation de l'agriculture ;

VU les résultats aux élections à la Chambre d'Agriculture des Pyrénées-Orientales (scrutin du 31 janvier 2025) ;

VU l'arrêté préfectoral n°DDTM/SNAF/2025105-0003 du 15 avril 2025 fixant la liste des organisations syndicales d'exploitants agricoles à vocation générale habilitées à siéger dans les commissions, comités professionnels ou organismes départementaux du département des Pyrénées-Orientales ;

Considérant les propositions de désignation de la Chambre d'agriculture des Pyrénées-Orientales ;

Considérant les propositions de désignation des syndicats à vocation générale d'exploitants agricoles habilités à siéger au sein des commissions ;

Considérant la proposition de désignation du syndicat des salariés agricoles le plus représentatif au niveau départemental ;

SUR proposition de Madame la Directrice Départementale des Territoires et de la Mer;

ARRÊTE :

Article 1 : Composition de la CDOA plénière

Les représentants désignés à l'article 2 de l'arrêté préfectoral n°DDTM/SNAF/2023327-0001 du 23 novembre 2023 sus-visé sont modifiés comme suit :

trois représentants de la Chambre d'Agriculture :

<u>Titulaire</u>	Suppléant	Suppléant
Mme BONET Fabienne	/	/
M. SOLER Christian	/	/
M. MAURY Mathieu	/	/

Huit représentants des organisations syndicales d'exploitants agricoles :

<u>Titulaire</u>	Suppléant	Suppléant
<i>Six représentants de la F.D.S.E.A. et des Jeunes Agriculteurs</i>		
M. VILA Bruno	Mme CAPILLAIRE Nathalie	Mme CONILL Aurélie
M. RODRIGUEZ Enzo	Mme FARAUD Christine	M. BO Alexandre
M. PAGNON Pierre	M. BOUSQUET Benoît	M. BOUARFA Abdelwahhab
M. FUENTES Maxime	M. DEPRADES Simon	M. ARIS Yves
M. MOIGNE Paul Louis	M. PORTEILS Pierre	M. TORRA Alexandre
Mme SANCHEZ Martine	M. VARGAS Alexandre	M. TORRA Alexandre
<i>Un représentant de la Confédération Paysanne</i>		
Mme DE MOURA Julie	Mme BOURG Aliette	/
<i>Un représentant de la Coordination Rurale</i>		
M. MAYDAT Philippe	M. VIGO Pierre	M. PILLIEZ Jean-Noël

• **Un représentant des salariés des exploitations agricoles :**

<u>Titulaire</u>	Suppléant	Suppléant
Mme FITOUSSI Sigrid	/	/

L'ensemble des autres dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral n°DDTM/SNAF/2023327-0001 du 23 novembre 2023 sus-visé demeure inchangé.

Article 2 : Composition de la section spécialisée « Structure et Économie des exploitations »

Les représentants désignés à l'article 3 de l'arrêté préfectoral n°DDTM/SNAF/2023327-0001 du 23 novembre 2023 sus-visé sont modifiés comme suit :

• **Un représentant de la Chambre d'Agriculture :**

<u>Titulaire</u>	Suppléant	Suppléant
M. SOLER Christian	M. MAURY Mathieu	/

• **Huit représentants des organisations syndicales d'exploitants agricoles :**

<u>Titulaire</u>	Suppléant	Suppléant
<i>Six représentants de la F.D.S.E.A. et des Jeunes Agriculteurs</i>		
M. VILA Bruno	Mme CAPILLAIRE Nathalie	Mme CONILL Aurélie
M. RODRIGUEZ Enzo	Mme FARAUD Christine	M. BO Alexandre
M. PAGNON Pierre	M. BOUSQUET Benoît	M. BOUARFA Abdelwahhab
M. FUENTES Maxime	M. DEPRADES Simon	M. ARIS Yves
M. MOIGNE Paul Louis	M. PORTEILS Pierre	M. TORRA Alexandre
Mme SANCHEZ Martine	M. VARGAS Alexandre	M. TORRA Alexandre
<i>Un représentant de la Confédération Paysanne</i>		
Mme BOURG Aliette	/	/
<i>Un représentant de la Coordination Rurale</i>		
M. MAYDAT Philippe	M. VIGO Pierre	M. PILLIEZ Jean-Noël

L'ensemble des autres dispositions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral n°DDTM/SNAF/2023327-0001 du 23 novembre 2023 sus-visé demeure inchangé.

Article 3 : Composition de la formation spécialisée « GAEC »

Les représentants désignés à l'article 4 de l'arrêté préfectoral n°DDTM/SNAF/2023327-0001 du 23 novembre 2023 sus-visé sont modifiés comme suit :

• **Trois représentants des organisations syndicales d'exploitants agricoles :**

<u>Titulaire</u>	Suppléant
<i>Un représentant de la F.D.S.E.A. et des Jeunes Agriculteurs</i>	
Mme ALEXANDRE Myriam	M. BOUARFA Abdelwahhab

Titulaire	Suppléant
<i>Un représentant de la Confédération Paysanne</i>	
Mme BOURG Aliette	
<i>Un représentant de la Coordination Rurale</i>	
M. PILLIEZ Jean-Noël	M. VIGO Pierre

L'ensemble des autres dispositions de l'article 4 de l'arrêté préfectoral n°DDTM/SNAF/2023327-0001 du 23 novembre 2023 sus-visé demeure inchangé.

Article 4 : Durée des mandats

Les nominations prononcées dans le cadre de la révision de la composition de la Commission Départementale d'Orientation de l'Agriculture, de sa Section spécialisée « Structure et Économie des exploitations » et de sa Formation spécialisée « GAEC » le sont pour la durée restant à courir des mandats considérés.

Article 5 : Recours

Le présent arrêté peut faire l'objet :

- d'un recours gracieux auprès de l'auteur de l'acte dans les 2 mois suivant sa publication, le silence gardé par l'administration pendant plus de 2 mois sur la demande de recours gracieux emportant décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au tribunal administratif compétent dans un délai de 2 mois ;
- d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa publication, le délai de recours gracieux étant interruptif du délai de recours contentieux.

Article 6 : Exécution

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture des Pyrénées-Orientales et Madame la Directrice Départementale des Territoires et de la Mer, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fait à Perpignan, le **13 JUIN 2025**

Le Préfet,

Pour le Préfet et par délégation,
le Secrétaire général

Bruno BERTHET



**PRÉFET
DES PYRÉNÉES-
ORIENTALES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction Départementale des Territoires et de la Mer
Service Eau et Risques
Unité Risques

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n° DDTM/SER/2025 164-0001

abrogeant l'arrêté préfectoral n° 2482 / 06 du 22 juin 2006 portant
prescription de la modification partielle du plan de prévention des risques
naturels prévisibles de la commune de Prades

Le Préfet des Pyrénées-Orientales,
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L 562-1 et R 562-1 ;

VU le code des relations entre le public et l'administration ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret du Président de la République du 13 juillet 2023 portant nomination de Monsieur Thierry BONNIER en qualité de Préfet des Pyrénées-Orientales ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2001 - 1166 du 12 avril 2001 portant approbation du plan de prévention des risques naturels prévisibles de la commune de Prades ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2482 / 06 du 22 juin 2006 portant prescription de la modification partielle du plan de prévention des risques naturels prévisibles de la commune de Prades ;

VU l'arrêté préfectoral n° 380 / 2007 du 6 février 2007 ordonnant l'ouverture de l'enquête publique portant sur le projet de modification partielle du plan de prévention des risques naturels prévisibles de la commune de Prades ;

Considérant que le projet de modification partielle du règlement et des documents graphiques du plan de prévention des risques prévisibles de la commune de Prades visait à permettre à la commune de se doter d'une aire d'accueil des gens du voyage sur les parcelles cadastrées n° AA 89, 90 et 97 situées entre la RN 116 et la rive droite de la Têt, à l'amont du pont de la RD 69 ;

Considérant que l'avis favorable émis le 7 mai 2007 par le commissaire enquêteur à l'issue de l'enquête publique était assorti d'une condition (réalisation d'un accès de secours depuis la RN 116, utilisable en cas d'urgence) qui, tant qu'elle n'était pas levée, conduisait à un avis défavorable ;

Considérant que le préfet des Pyrénées-Orientales a informé Monsieur le Maire de Prades par courrier du 17 août 2007 que la condition émise par le commissaire enquêteur pouvait être satisfaite sous réserve de l'installation par la commune d'une barrière de sécurité et de la conclusion d'une convention avec la direction interdépartementale des routes Sud-Ouest définissant les modalités précises de son utilisation ;

Considérant que les surcoûts importants nécessaires à la mise en sécurité de cette opération ne garantissaient plus la viabilité économique du projet et ont conduit Monsieur le Maire de Prades à informer Monsieur le préfet des Pyrénées Orientales par courrier du 15 novembre 2007 de l'abandon de son projet initial et de la recherche d'un autre site d'implantation pour l'aire d'accueil des gens du voyage ;

Considérant dès lors qu'il convient d'abroger l'arrêté préfectoral n° 2482 / 06 du 22 juin 2006 portant prescription de la modification partielle du plan de prévention des risques naturels prévisibles de la commune de Prades ;

SUR proposition de Madame la Directrice départementale des territoires et de la mer des Pyrénées-Orientales ;

ARRÊTE :

Article 1^{er} :

L'arrêté préfectoral n° 2482 / 06 du 22 juin 2006 portant prescription de la modification partielle du plan de prévention des risques naturels prévisibles de la commune de Prades est abrogé.

Article 2 : Notification

Le présent arrêté sera notifié à M. le Maire de Prades et à M. le Président de la Communauté de communes Conflent – Canigó.

Article 3 : Mesures de publicité

Le présent arrêté sera affiché pendant un mois :

- dans la mairie de la commune de Prades ;
- au siège de la Communauté de Communes Conflent – Canigó.

Il sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Pyrénées-Orientales et mention de cet affichage sera insérée dans un journal diffusé dans le département.

Article 4 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté pourra faire l'objet, dans un délai de 2 mois à compter de sa notification ou de sa publication :

- d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Préfet des Pyrénées-Orientales,
- d'un recours hiérarchique adressé au ministre compétent.

Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse étant entendu que l'absence de réponse au terme du délai de deux mois vaut décision de rejet implicite du recours.

En l'absence de recours gracieux ou hiérarchique, le présent arrêté peut directement faire l'objet d'un recours contentieux dans un délai de 2 mois à compter de sa notification ou de sa publication auprès du tribunal administratif de Montpellier. Le Tribunal Administratif peut être saisi au moyen de l'application informatique « télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 5 : Exécution

M. le Sous-préfet, Secrétaire général de la Préfecture, Monsieur le Sous-préfet de Prades, M. le Sous-préfet, directeur de cabinet, Monsieur le Maire de Prades, Monsieur le Président de la Communauté de Communes Conflent – Canigó, Monsieur le Chef du service départemental de restauration des terrains en montagne et Madame la Directrice départementale des territoires et de la mer sont chargés, chacune et chacun en ce qui la ou le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Perpignan, le **13 JUIN 2025**

Pour le Préfet et par délégation,
le Secrétaire général

Bruno BERTHET



13 JUN 5852

Office of the President
The White House
Washington, D.C.

John F. Kennedy